

Le concept d'intelligence territoriale

Le "concept d'intelligence territoriale" a fait irruption chez les acteurs du développement territorial. *Il désigne l'ensemble des connaissances pluridisciplinaires qui contribue à la compréhension des structures et des dynamiques des territoires et qui ambitionne d'être un instrument au service des acteurs du développement durable.*

Dans cette société de la connaissance ou de l'information – dans laquelle nous vivons, même si c'est à notre insu –, tout acteur d'un projet de développement territorial se doit aujourd'hui d'intégrer les principes du développement durable et de maîtriser les technologies de l'information. Il n'est donc plus question désormais que de diagnostic participatif, d'approche multisectorielle, de partenariat, de travail en réseau, d'empowerment, d'évaluation, de bonne gouvernance, ...

Qu'est-ce que cela change pour l'acteur du développement territorial ? Plus qu'il n'y paraît sans doute, le changement se passe(ra) en profondeur, les compétences de chacun de ces acteurs doivent évoluer, se diversifier.

Que disent ceux qui ont choisi de faire un "pas de côté", comme disait un acteur, ceux qui ont dé-

cidé de franchir un nouveau cap, celui de revoir complètement leur façon de travailler, d'essayer d'appliquer de nouveaux concepts ? Ils disent qu'ils apprennent un nouveau métier, qu'ils gèrent d'abord du changement et que le changement prend du temps et nécessite des conditions ad hoc.

Une de ces conditions est d'acquiescer individuellement ou de réunir (en équipe) de nouvelles compétences pour mener tout projet de développement territorial.

Retenons ici, les compétences nécessaires pour réaliser un travail essentiel d'animation, de sensibilisation, de mobilisation, de création de partenariat ou de réseaux. Ceci, afin de permettre à chacune des parties concernées (population, acteurs socio-économiques, vie associative et culturelle, élus, décideurs, etc.) de s'approprier et de contribuer activement au projet territorial. La maîtrise des technologies de l'information, c'est d'abord des outils performants pour décider, pour gérer, pour communiquer, pour diffuser, mais aussi la capacité à les rendre accessibles au plus grand nombre. N'oublions pas une capacité de management, pour monter et gérer des projets et un dispositif

adapté au contexte, sans oublier l'évaluation, incontournable de la bonne gestion de projet.

L'évolution consiste aussi à prendre en compte le citoyen comme une ressource, donc des compétences à activer, que ce soit pour développer un projet personnel ou participer activement à la mise en œuvre d'un projet global ou d'une action concernant un territoire.

Ce nouveau métier d'acteur du développement territorial, aux multiples facettes, vu les compétences qu'il requiert, s'apprend encore largement sur le tas, par l'expérimentation, par essais, erreurs et réussites. Il se doit de trouver sa forme, sa place et ainsi acquiescer sa légitimité, mais devra toujours garder une capacité forte d'adaptation et se nourrir dans l'échange avec d'autres expériences.

Remettre souvent le métier sur l'ouvrage, c'est un profil d'artisan, voire d'artiste, mais comment chacun sait leur statut reste souvent précaire...

Source : La Gazette d'Agate, périodique d'information édité par Tr@meSCRL (cf page 10)

Les Eglises fortifiées « saxonnes »

La raison d'être même de l'organisation *Opération Villages Roumains* a toujours été – depuis le début – de défendre les valeurs fondamentales des personnes, dans le respect de leur identité culturelle, individuelle et collective. Il ne s'agit pas de faire de l'« *ethnisme* » à bon marché, mais de tenir compte d'une réalité sociologique et historique qui laisse toujours des traces très vivantes de cette diversité culturelle.

La Roumanie ne fait pas exception à la règle que l'on rencontre dans quasi tous les Etats actuels : elle est porteuse, de par son passé historique, d'une diversité culturelle qui en fait d'ailleurs sa richesse. Chaque province historique comporte ses spécificités, bien ou peu connues, parce que bien ou mal (pas) mises en valeur, de par le contexte dans lequel on veut/peut remettre ces éléments. La Transylvanie est de celle-là aussi, appelée tour à tour "*Transylvania*" en latin, "*Transilvania*" et/ou "*Ardeal*" en roumain, "*Erdély*" en hongrois et "*Siebenbürgen*" en allemand. Tous ces noms ne sont pas vraiment synonymes, puisqu'ils ne sont pas (nécessairement) utilisés aux mêmes époques et/ou par les mêmes communautés culturelles. Les *populations* qui y vivaient n'ont pas toujours eu la même reconnaissance individuelle ou collective, les *peuples* non plus. Mais il est certain que le mot « *nation* » n'avait pas, à cette époque, la même valeur que celle qu'on lui prête actuellement. L'extension géographique de la région n'a pas toujours été la même non plus, pas plus que son statut administratif...

Au-delà de cette multiplicité d'approches et de points de vues, il n'en reste pas moins que la Transylvanie actuelle est formée d'une réalité multiculturelle, qui regroupe à la fois les communautés roumaines, *székely* (hongroises), rroms et saxonnes, pour ne reprendre que les principales. Et l'évolution récente du pays – postcommuniste, mais aussi antérieure à 1989 – a provoqué une diminution drastique des communautés saxonnes. Leur départ progressif pour l'Allemagne a pratiquement vidé des villages entiers de Transylvanie (et, souvent, leur remplacement progressif par des familles rroms), à un point tel que le pays risque de perdre en quelques générations la richesse de cette culture particulière.

Pourquoi des « Saxons » ?

Si on connaît bien, généralement, les raisons de la présence des *magyarophones* en Transylvanie (même si les interprétations historiographiques peuvent varier selon les approches culturelles), il n'en est pas toujours de même pour les *germanophones* qu'on appelle les « Saxons ». Voici la façon dont les présente Gheorghe LEAHU, un ar-

A la découverte d'une « richesse culturelle » mal connue de la Roumanie

chitecte et artiste roumain, *amoureux* de la Transylvanie, comme il le dit lui-même :

« Afin de défendre les Carpates méridionales et les territoires conquis, le roi hongrois Geza II fit venir en Transylvanie des Flandres, des rives de la Moselle, du Luxembourg et, enfin, de Saxe, des groupes de colons allemands, nommés Saxons. Les Saxons, population active et civilisée, s'établirent dans les régions de Sibiu et de Braşov, des Tîrnave et de la Bistriţa. Les rois hongrois accordèrent de larges privilèges, aussi bien aux Saxons qu'aux Szeklers [= les Székely], en échange des obligations militaires qu'il leur avaient imposées. (...) »

« Des cathédrales, des églises, des palais, des châteaux et des citadelles furent édifiés par les Saxons, les Hongrois et les Szeklers de Transylvanie, à l'aide des richesses exploitées du sous-sol et de la terre, mais aussi grâce à la participation effective des paysans roumains. »

« A contempler aujourd'hui l'architecture de la Transylvanie, on ne saurait nier la contribution extraordinaire des Saxons à l'aspect des villes et des villages qu'ils occupaient jadis exclusivement, ou l'élégance et la majesté des châteaux, des églises et des bâtiments de toute sorte construits pour les nobles hongrois, surtout dans les zones de Cluj, de Mureş, de Covasna ou de Harghita. (...) »

« Les transposer en une aquarelle représente des heures de concentration, afin de rendre les proportions, les couleurs, l'atmosphère et le pittoresque de chaque sujet devant lequel je me suis arrêté avec vénération et ai tiré mon bloc de dessin. (...) J'ai séjourné à l'intérieur des citadelles paysannes saxonnes d'Apold, Călnic, Vorumloc-Valea Viilor, Sachiz, Viscri, Prejmer et Hărman, ou devant les extraordinaires fresques médiévales de Dârjiu et j'ai dessiné, soumis à la gloire des lieux, la résidence épiscopale luthérienne de Biertan incluse dans le patrimoine mondial patronné par l'UNESCO. ¹ »

Plutôt que de photographier les trésors de l'architecture des constructions fortifiées par les Saxons, Gheorghe LEAHU a préféré les dessiner pour se donner le temps d'être pénétré de cette ambiance si particulière. C'est une véritable histoire d'amour entre cet architecte professionnel et le choix d'aquarelles représentant des endroits découverts au cours de toute une vie consacrée à la Transylvanie et à son patrimoine architectural « *élevé avec talent et génie par les Roumains, les* »

¹ LEAHU Gheorghe, *Transylvania. Oraşe şi monumente*, Editura Meridiane, Bucureşti, 1998, 212-213 (Résumé en français).

Saxons, les Hongrois, les Szeklers, les Arméniens et autres nationalités¹ ». Et, c'est « le cœur serré », qu'il traversait les villages saxons, les dernières années, depuis leur départ en masse pour l'Allemagne, « laissant derrière eux les citadelles, les églises, les villages et les villes qu'ils avaient édifiés pendant 800 ans¹ ».

Qui sont les « Saxons » ?

C'est aussi une histoire émotive et affective qui s'est installée entre cette culture spécifique et les partenaires néerlandais et flamands de l'Opération Villages Roumains. Cela s'explique facilement car le néerlandais, parlé aux Pays-Bas (OVR-NL), et le flamand, parlé dans le nord de la Belgique (ADR)², sont des langues germaniques. Il y a donc pas mal de liens d'un point de vue culturel. On retrouve même, dans la partie dite « saxonne » de la Transylvanie, des noms de localités qui prouvent l'origine manifestement non saxonne des populations qui les ont créées. L'auteur Thomas NÄGLER, dans plusieurs ouvrages consacrés à l'établissement des Saxons en Transylvanie³, considère que le Brabant (tant en Belgique qu'aux Pays-Bas), les Flandres (belges et néerlandaises), la région du Luxembourg (la Lotharingie), ainsi que l'Allemagne centrale et méridionale forment les principales régions d'où sont originaires les premiers « Saxons » arrivés en Transylvanie.

Les Roumains sont convaincus que le village de *Bărbant*, juste au nord d'Alba Iulia, a été fondé vers 1200 par des personnes venant du Brabant. La ville de Bistrița, dont le nom saxon est *Nösen-Bistritz* pourrait être liée à un groupe d'immigrés venus de « Terneuzen », en Flandre zélandaise. Le village de *Tschippendorf* (Cepari, au nord-ouest de Bistrița) est probablement lié à des Zélandais qui construisaient des bateaux pour le transport du sel ; en néerlandais *'t schippendorf* signifie : le village des bateaux. Par contre, le nom de *Wallendorf* (Unirea, juste au nord de Bistrița) pourrait indiquer une origine wallonne (donc francophone !) de sa population, comme son nom néerlandais/flamand le laisse supposer ; *Walendorf* signifie : le village des Wallons. Ce cas est loin d'être isolé et prouve que tous les « Saxons » arrivés en Transylvanie ne parlaient même pas des langues germaniques. Des traditions ne rapportent-elles pas que la ville de Sibiu elle-même, *Hermannstadt*, aurait été fondée

par un noble provenant de l'évêché de Liège qui, à l'époque, s'étendait jusqu'à la Mer du Nord ?

Anton et Gabi VAN RIJEN-TEODORESCU, de la coordination OVR-NL, furent les premiers à relater ces découvertes sur le terrain, lors de plusieurs séjours sur place, et à en faire part dans la revue néerlandaise *Curier*⁴. Un véritable coup de cœur pour ce couple néerlandais-roumain : un intérêt historique et linguistique pour Anton, une (re)découverte culturelle pour Gabi, doublés d'un désir – pour les deux – de faire connaître ce patrimoine culturel en voie de disparition. Ils ne cessent de s'impliquer pour cela depuis lors.

De leur côté, les Flamands de la coordination belge ADR sont aussi intéressés par ce pan de leur histoire culturelle et Jean-Paul VAN DER ELST, membre de leur comité directeur, a entrepris la publication d'une série d'articles, mettant surtout en évidence l'aspect historique de cette relation. Cette publication est toujours en cours dans leur revue *Nieuwsbrief*⁵.

L'implication d'OVR-Pays-Bas

La coordination OVR-NL a lancé depuis quelque temps un projet intéressant pour permettre de mieux faire connaître les villages « saxons » de Transylvanie. Ce ne sont, bien entendu, pas leurs 7 citadelles les plus importantes (d'où le nom *Siebenbürgen* en allemand) ou les grandes villes « saxonnes » qui sont menacées. Il n'y a pas trop de craintes à avoir pour Hermannstadt/Sibiu, Schössburg/ Sighișoara, Kronstadt/Brașov... Elles sont les premières à bénéficier des parts de budgets consacrés au maintien du patrimoine architectural du pays. Mais peut-on en dire autant de toutes ces forteresses paysannes et/ou églises fortifiées disséminées dans tout le Burzenland/Tara Bârsei, dans le triangle formé par ces trois villes qui cernent grossièrement le plateau de Târnave et les régions méridionales ?

Depuis le départ massif des « Saxons » durant toute la décennie qui a suivi les changements politiques et sociaux du pays, il ne reste plus que 15 000 « Saxons », sur les quelque 300 000 qu'ils étaient avant 1989 ! Une véritable hécatombe : 285 000 (95%) sont partis pour l'Allemagne, à l'invitation de M. Genscher. Anton et Gabi VAN

² ADR : « Adoptie Dorpen Roemenië » (= Adoption des Villages Roumains), nom officiel de OVR-Belgique néerlandophone

³ NÄGLER Thomas, *Die Ansiedlung der Siebenbürger Sachsen*, 1979 ; cet ouvrage a aussi paru sous le titre : *Așezarea sașilor în Transilvania*, Editura Kriterion, București, 1992. L'auteur a fait une synthèse générale de cette colonisation « saxonne » sous le titre : *Die Rumänen und die Siebenbürger Sachsen vom 12. Jahrhundert bis 1848*, 1999.

⁴ « Naar Oostland willen we rijden... », *Curier* 6.3, september 2002, 7-11. Le titre de cet article reprend celui d'une chanson médiévale fort répandue (traduction : Nous voulons nous rendre en Orient). On la trouve encore reprise dans un calendrier saxon de 1900 et, actuellement encore, elle est connue des paysans flamands dans la province du Brabant.

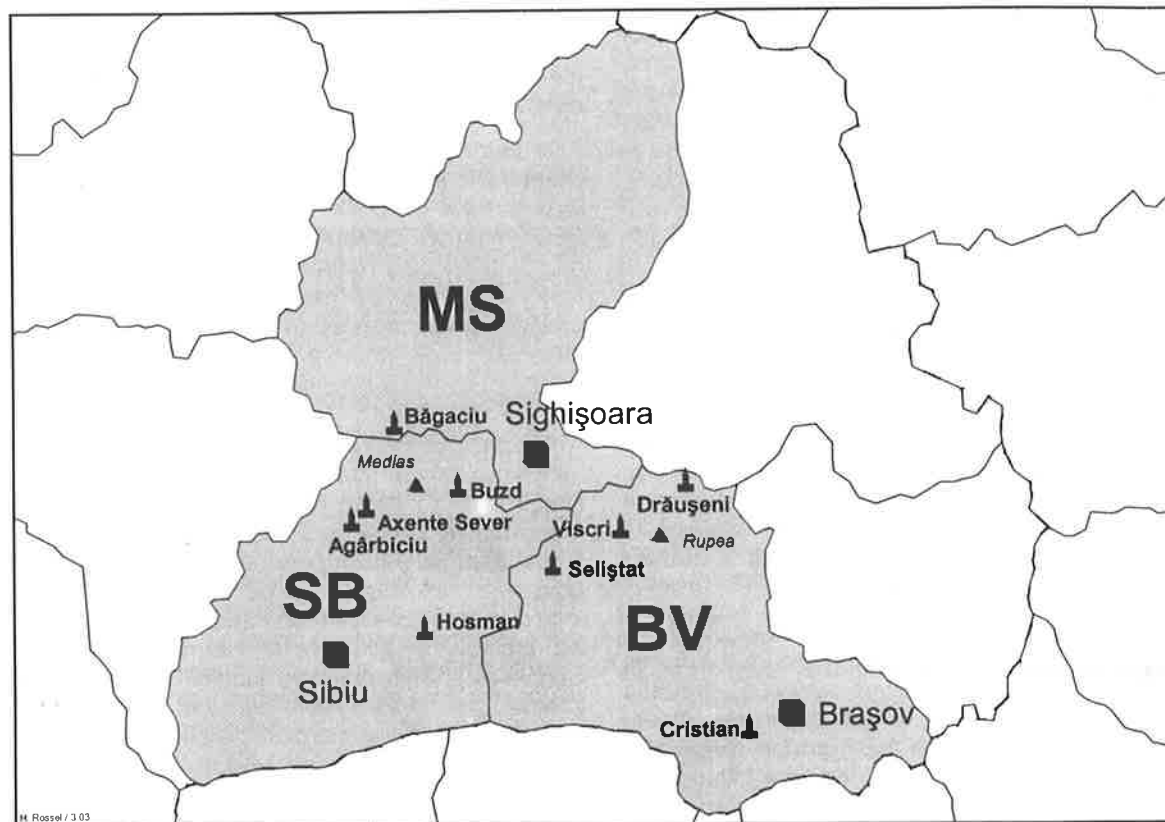
⁵ « Weerkerken, boerenburchten en versterkte steden in Transsylvanie » [= Eglises fortifiées, forteresses paysannes et villes fortifiées en Transylvanie], *ADR Nieuwsbrief*, jaargang 13, nr 4, augustus 2002, 21-24; 5, oktober 2002, 23-24; 6, december 2002, 17-20 [dernier numéro reçu].



RIJEN-TEODORESCU ont même rencontré un village dans lequel il ne reste que *trois* familles « saxons » sur les 500 qu'il y avait naguère... Des *vieux* qui, dans leur sagesse, n'ont pas voulu être déracinés dans une autre terre perçue par certains comme un nouvel eldorado... Il est donc grand temps d'agir si on ne veut pas que cette richesse culturelle ne disparaisse trop rapidement.

spécifique de la Roumanie actuelle, par le développement d'un « tourisme rural » réfléchi, s'inscrit dans une logique de *développement durable*.

La coordination néerlandaise a déjà mis à disposition de toutes les coordinations OVR un set de dix copies d'aquarelles plastifiées, tirées de l'album de Fabrițiu DANCU, représentant des



C'est pourquoi nos deux coordinateurs ont stimulé un programme de recherches conduites par des spécialistes ; Anton VAN RIJEN s'occupe plus particulièrement de la recherche scientifique, avec la collaboration du « *Siebenbürgen-Institut* », Centre de recherche et de documentation pour l'art populaire de Transylvanie, à Gundelsheim/Neckar (Allemagne), ainsi que le « *Birou de Arhitectură FABINI* », à Sibiu. Ce Bureau a le monopole de la restauration des églises saxons, surtout évangéliques, en Transylvanie. Il est donc possible de connaître l'état réel des restaurations dans le pays ⁶.

Gabi VAN RIJEN-TEODORESCU collabore très activement à ce projet et s'attache, en particulier, à sa diffusion dans le cadre du réseau international de l'Opération Villages Roumains. Il s'agit de lancer un projet de promotion touristique dans ces régions d'intérêt européen. De plus, ce projet de sauvegarde d'un *patrimoine culturel*

fortifications d'églises et de villages « saxons ». Le tout est accompagné de fiches donnant des informations sur les constructions. Ces panneaux sont à disposition des associations OVR qui en font la demande pour leurs différentes réunions locales (exposition, assemblée générale...). Ceux qui sont venus à la dernière Assemblée générale d'OVR-CH, à Vevey, ont pu apprécier une sensibilisation d'ensemble à cette réalité culturelle.

Des affichettes plastifiées autocollantes brunes sont également à disposition de chaque association qui en a l'usage, parce qu'elle est en partenariat avec des villages roumains qui sont concernés par ces édifices « saxons ». Ces affichettes, à coller sur un fond dur, permettent de signaler sur place les édifices historico-culturels, ainsi que l'adresse (à compléter) où se trouve la clef pour en permettre la visite. A nous, maintenant, de prendre le relais pour permettre la mise en place d'un nouveau réseau de tourisme rural à base culturelle, et de permettre sa diffusion sur place.

Ce tourisme rural à base culturelle est déjà possible

⁶ Son directeur a publié un ouvrage important sur la question : FABINI Hermann & Alina, *Siebenbürgische sächsische Kirchenbürgen*, Berlin, 1999 (Tome I : textes + bibliographie ; Tome II : illustrations, du XVIIe s. au XIXe s.).

Le *Kirchenbürgenschutzverein*, à Mediaș, est une association qui vise à la protection des églises fortifiées de Transylvanie. Pour en assurer le financement, elle a déjà mis en place un réseau à caractère touristique visant à les faire connaître par des randonnées pédestres, vélocipédiques ou équestres, et grâce à des possibilités de logement dans les cures, chez l'habitant ou dans des locaux publics. La coordination OVR-NL en a établi une liste dans son dernier *Curier*, avec des adresses de contact ⁷. Nous reprenons ici les localités où il est déjà possible de visiter les églises fortifiées dans ces conditions (le Secrétariat OVR-CH fournit volontiers les renseignements complémentaires à toute personne qui en fait la demande).

Il est aussi possible de s'informer sur la richesse culturelle du monde « saxon », en consultant des ouvrages qui en présentent les caractéristiques. Depuis des livres d'art, plus techniques et plus riches au point de vue iconographique, jusqu'aux guides touristiques plus courants. Dans la première catégorie, outre l'ouvrage de FABINI cité précédemment, on peut aussi consulter, en anglais, l'histoire très visuelle des églises saxonnes rapportée par Alan OGDAN ⁸. Dans la seconde, certains guides consacrent des chapitres/sections aux *forteresses saxonnes*. En français, c'est la cas du Guide du ROUTARD ⁹, mais pas de celui de Diane CHESNAIS ¹⁰. En anglais, chacun des trois guides les plus courants y consacre une section groupée: « The Blue Guide », « Lonely Planet » et « The Rough Guide » ¹¹.

⁷ « Vereniging ter bescherming van de weerkerken » [= Association pour la protection des églises fortifiées], *Curier* 7.1, maart 2003, 10-12. L'adresse de l'association : Kirchenbürgenschutzverein, Schullerhaus, Piața regele Ferdinand Nr. 25, RO-3125 Mediaș (tél.: 00 40 269 83 13 47; fax: 00 40 269 83 23 90).

⁸ OGDAN Alan, *Fortresses of Faith. A Pictorial History of the Fortified Saxon Churches of Romania*, The Center for Romanian Studies, Iași-Oxford-Portland, 2000 (avec la correspondance des noms allemands, saxons, roumains et hongrois de tous les villages et centres concernés, ainsi que des suggestions de circuit).

⁹ *Hongrie, Roumanie, Bulgarie*, Hachette, Paris, éd. bimensuelle.

¹⁰ *Le guide de la Roumanie*, Vilo-La Manufacture, Paris, 1999.

¹¹ - JULER C., *Romania*, « The Blue Guide », A & C Black, London – WW Norton, New York, 2000;

- WILLIAMS N. & WILDMAN K., *Romania & Moldova*, « Lonely Planet », Melbourne, Oakland, London, Paris, 2001;

- RICHARDSON D. & BUFORD T., *Romania*, « The Rough Guide », London, 1995 (1st).

Localité	Jud	Localisation approximative
Agârbiciu	SB	Mediaș – Sibiu
Apoldu de Sus	SB	Sibiu – Sebeș
Ațel	SB	Mediaș – Sighișoara
Axente Sever	SB	Sibiu – Copșa Mica
Băgaciu	MS	Mediaș (18 km N)
Bărcut	MS	Făgăraș – Șoarș (10 km N)
Batiz	HD	Simeria > Hațeg-Petroșani
Batoș	MS	Reghin (15 km NW)
Bazna	SB	Mediaș – Sibiu
Biertan	SB	Mediaș – Sighișoara (9 km N)
Cisnădioara	SB	Sibiu (10 km)
Dedrad	MS	Șașichz – Batoș
Dupuș	SB	f Șaroș pe Târnave et Biertan
Făgăraș	BV	Brașov – Sibiu
Gârbova	SB	Sibiu – Sebeș
Hosman	SB	Sibiu – Agnita (25 km N.)
Ighișu Nou	SB	Mediaș (7 km S)
Jibert	BV	Făgăraș – Rupea
Laslea	SB	Mediaș – Sighișoara
Mălâncrav	SB	Mediaș – Sighișoara
Mediaș	SB	À l'association même
Moșna	SB	Mediaș – Agnita
Prejmer	BV	Brașov (18 km NE)
Richiș	SB	Biertan (6 km S)
Roandola	SB	Mediaș – Sighișoara
Șaroș pe Târnave	SB	Mediaș – Sighișoara > Biertan
Șeliștat	BV	Făgăraș (40 km NW)
Șoala	SB	f Agârbiciu ou Valea Viilor
Țapu	SB	Mediaș – Blăjel
Târlungeni	BV	Brașov (10 km E)
Târnava	SB	Mediaș – Sibiu
Valea Lungă	SB	Mediaș – Blăjel
Valea Viilor	SB	Copșa Mica (5 km S)
Vulcan	BV	Brașov (15 km SW)

Voilà déjà de quoi donner l'envie de partir découvrir ce monde typique et moins connu de la Transylvanie ; de participer aussi à son maintien et à sa mise en valeur, avant qu'il ne soit trop tard.

Hubert Rossel

LE
G
E
S
E
T
E

Assemblée générale OVR-CH, Vevey 12 avril 2003

A l'invitation de la Ville de Vevey et de l'Association Vevey-Goicea, l'Opération Villages Roumains - Suisse a tenu son Assemblée générale le 12 avril dans l'imposante salle du Castillo. Quelque 80 délégués, représentant 21 Communes/associations, particulièrement actives sur le terrain, étaient présents, alors qu'à l'approche des vacances de Pâques, de nombreux départs pour la Roumanie avaient été annoncés.

Etaient également présents MM. Ioan Maxim et François Chappuis, respectivement Ambassadeur de Roumanie à Berne, et Ambassadeur de Suisse à Bucarest, ainsi que M. Laurent Baillif, Conseiller municipal de Vevey. Côté Roumains, on s'est réjoui d'accueillir une délégation de Goicea, invitée par l'Association veveysane.

Après le message de bienvenue de M. Laurent Baillif et une présentation de l'Association Vevey-Goicea, par son Président, M. Eric Oguey, les traditionnels points statutaires ont été passés en revue, notamment le Rapport d'activité et les comptes 2002. Soutenu par le Comité, le Secrétariat permanent bénévole poursuit son action de coordination au service des membres dans les meilleures conditions. Fidèles, ces derniers contribuent à la bonne santé de la situation financière. Le fonds recueilli pour contribuer à la restructuration d'OVR-RO a été transféré. Il a permis, entre autre, de mettre sur pied un Comité et d'organiser une Assemblée générale (cf. compte-rendu ci-après). L'Assemblée a, par ailleurs, aussi été invitée à formuler des propositions pour la structure de la prochaine Assemblée générale, qui aura lieu à Meyrin le samedi 8 mai 2004.

Par leur présence et dans leurs allocutions, les Ambassadeurs Maxim et Chappuis ont confirmé le rôle important que joue l'OVR dans le développement des villages, souvent encore très démunis. M. Yves Christen, Président du Conseil national, a confirmé son intérêt pour l'action d'OVR-CH et plus particulièrement pour le partenariat avec Goicea qu'il a lui-même soutenu dès le début, alors qu'il était Syndic de Vevey.

En seconde partie, les chefs de projets de quatre partenariats : Meyrin-Sânmartin (MM Johann Ballaman et Jacques Chapier), Monthey-Telciu (M. Théo Fracheboud) et Vevey-Goicea (M. Eric Oguey) présentèrent des réalisations en cours. Dans les deux premiers cas, il s'agissait de projets pour l'alimentation et le traitement de l'eau, d'une installation de chauffage à distance pour le troisième. Mme Danièle Ernst, Trélex-Toloseni-Galautas a parlé des séminaires pédagogiques réalisés qui devraient se conclure par la création d'un centre pilote.

Pour terminer, retour à la Roumanie avec M. Ion Petria, Maire de Goicea, et Mme Carmen Fira, enseignante/interprète, qui s'exprimèrent au nom de leurs concitoyens. Avec des chants classiques et de tradition roumaine, Gheorghita Ulpia, accompagnée au piano par Athena Carte, toutes deux élèves au Conservatoire de Lausanne, éveillèrent un peu de nostalgie, surtout auprès des auditeurs entendant la langue roumaine.

L'apéritif offert par la Ville de Vevey et le repas qui suivit invitèrent ensuite à des échanges d'expériences et de souvenirs toujours très attendus.

Un grand merci à la Municipalité de Vevey et à l'Association Vevey-Goicea qui ont œuvré à la réussite de cette journée.

A l'invitation de la Commission de liaison Roumanie de Meyrin (GE), **la prochaine Assemblée générale d'OVR-CH aura lieu le samedi 8 mai 2004, au forum de Meyrin.** Merci de réserver d'ores et déjà cette journée.



A gauche, M. Chappuis, ambassadeur de Suisse à Bucarest, à droite, M. Maxime, Ambassadeur de Roumanie à Berne

Assemblée générale d'OVR-RO, Bacau 28 et 29 mars 2003

Suite à l'appel lancé auprès des membres pour réunir un financement de départ destiné à la restructuration d'OVR-Roumanie, OVR-CH a contribué à hauteur de CHF 4'000.- au fonds créé ensemble par les quatre coordinations occidentales. Ce dernier a permis au Président d'OVR-RO de convoquer une Assemblée générale, la première depuis cinq ans, réunissant les partenaires roumains d'OVR, les 28 et 29 mars 2003 à Bacau. Pas moins de 175 partenaires roumains de Communes et Associations, notamment suisses, ont répondu à l'invitation. Une cinquantaine d'observateurs suisses et français ont pu constater l'excellente organisation de la réunion, la très bonne qualité des différents ateliers proposés et les nombreux et instructifs échanges générés entre Roumains. Une belle soirée récréative a réuni les uns et les autres. Quant à l'accueil des participants et des observateurs, comme il fallait s'y attendre, il a été formidable.

L'Assemblée constitutive, réservée uniquement aux Roumains, a été suivie par Christiane Béguin, Présidente d'OVR-CH, en tant qu'observatrice du Conseil d'administration d'OVR-Internationale. Elle s'est déclarée enchantée de cette réunion à laquelle elle reviendra dans un prochain numéro. A cette occasion, un nouveau Comité, qui sera présidé par Francisc Giurgiu, a été élu. Nos partenaires roumains qui ont participé à l'Assemblée générale et aux ateliers ont apprécié cette rencontre, source de synergies nouvelles entre eux. Un renouveau que beaucoup attendaient.

Le Comité désigné donnera certainement à OVR-RO le nouvel élan que nous souhaitons pour offrir à nos partenaires les utiles services qui faciliteront la réalisation des projets de développement qu'ensemble nous avons en cours ou que nous mettrons sur pied. Le nouveau Comité est à la recherche de financements complémentaires qui devraient provenir de services de consultant qu'il envisage de créer pour initier des projets propres à OVR-RO.

Notre amie Magdalena Militaru), journaliste, notamment au Service International de Radio Bucarest, a également suivi l'Assemblée générale d'OVR-RO, à l'issue de laquelle elle a procédé à quelques interviews. Nous rapportons ci-après les impressions de Francisc Giurgiu, Président, publiées dans Bucarest Hebdo, le 10 avril 2003.*

"A la fin de cette conférence, nous avons constaté que les problèmes sont en général les mêmes dans toutes les régions de la Roumanie. Nous cherchons ensemble des solutions. Nous avons parlé aussi du Programme SAPARD, mais sincèrement, je ne vois pas comment ce programme peut aider le village roumain, puisqu'il n'offre que 50% du financement d'un projet, les autres 50% devant venir de la part de la communauté locale, ce qui, à l'heure actuelle, est impossible. Sans argent, nous ne pouvons pas trouver de solution à plusieurs de nos problèmes, mais, heureusement, il y a les volontaires, les amis qui nous tendent la main en toute sincérité et je suis sûr que nous nous en sortirons. Il le faut !"

Anne-Marie Sotto, secrétaire de l'OVR-France a par ailleurs déclaré que "les OVR de France, de Suisse et de Belgique préparent un projet à l'intention des familles des villages roumains pour les informer et les avertir du danger que leurs enfants courent parfois lorsqu'ils vont en Occident. Ils peuvent être racolés par des proxénètes et des pédophiles qui viennent aussi en Roumanie. C'est inadmissible !"

**) Nos remerciements vont à Magdalena Militaru qui a contribué à la connaissance de l'OVR en Roumanie, dès le début de l'opération, informant les auditeurs de la Radio roumaine sur les projets en cours, et donnant la parole tant aux personnes engagées sur le terrain qu'aux personnalités officielles concernées.*

OVR, chapitre de l'histoire roumaine

Depuis la douzaine d'années que Francisc Giurgiu, Président d'OVR-RO, est engagé dans notre action, il a pu lire à maintes reprises que l'OVR était citée, en Roumanie, comme mouvement citoyen qui a compté dans le changement survenu, entrant ainsi dans l'Histoire - avec un grand H - de la Roumanie. Pour compléter les documents en sa possession et les réunir en un lieu où ils pourront être consultés, Francisc Giurgiu souhaite que des recherches soient entreprises pour retrouver les lettres qui ont été reçues dans les mairies roumaines, en 1989 et jusqu'en février 1990, dans le cadre de la défense des villages.

Si vos partenaires ou vous-mêmes avez conservés de tels documents, merci de les envoyer au Secrétariat qui transmettra et vous tiendra au courant de ce projet à moyen et long terme. (Pas de matériel relatif aux actions et projets entre Commune/Association et village.)

LE
CH
O
C

Militaires roumains pour l'Irak

Un premier contingent de 77 militaires roumains a quitté la Roumanie dans la nuit de mercredi à jeudi pour l'Irak, où il participera à l'opération «antique Babylone», dans le cadre de la force de stabilisation.

Les militaires roumains, qui seront acheminés à bord d'un avion civil, seront basés à 175 km au nord de Bassorah (sud), dans une zone placée sous commandement britannique. Cinq autres vols sont prévus, afin que l'ensemble des 405 hommes du bataillon d'infanterie promis par la Roumanie soient sur place avant le 29 juillet. Les troupes roumaines agiront au sein de la brigade italienne Garibaldi.

Le Parlement avait approuvé à la mi-juin l'envoi en Irak de 678 militaires, dont un bataillon d'infanterie (405 hommes), une unité de police militaire (100 hommes) et un détachement du génie (149 hommes). Le coût de la mission des troupes roumaines est évalué à quelque 39 millions de dollars pour six mois.

Biens nationalisés: la Roumanie une nouvelle fois condamnée à Strashourg

La Cour européenne des droits de l'homme a une nouvelle fois condamné la Roumanie dans un litige sur des biens nationalisés pendant la période communiste, en estimant que la Cour suprême roumaine n'était pas compétente pour casser des jugements en la matière.

Les juges européens ont estimé que Margareta Erdei et son frère Hans Heinz Wolf, deux résidents roumains de Timisoara (ouest), s'étaient vu priver de leur droit à un procès équitable, parce que la Cour suprême de Roumanie avait annulé une décision de justice qui leur était favorable. Cette décision, rendue en 1995 en première instance par un tribunal de Timisoara, leur restituait un immeuble de 16 appartements que possédait leur grand-père à Timisoara, et qui avait été confisqué par l'Etat communiste roumain. Cette décision de 1995 était «devenue définitive et irrévocable», ont relevé les juges européens.

La Cour européenne a estimé qu'en annulant des décisions de justice devenues définitives, la Cour suprême de justice a méconnu le droit à un «procès équitable». En 1999, les requérants s'étaient vu restituer 12 des 16 appartements litigieux par une décision de la cour d'appel de Timisoara. Les quatre autres logements avaient entre-temps été vendus à des tiers par l'Etat.

Depuis lors, les requérants continuaient à en revendiquer la propriété. Relevant que les droits de propriété des requérants n'étaient pas révocables dans la mesure où ceux-ci avaient été «établis par des jugements définitifs», la Cour a décidé d'ordonner la restitution de leurs biens dans les trois mois «suivant le jour où le présent arrêt sera devenu définitif». A défaut de la restitution de ces quatre appartements, la Roumanie devra leur verser 23.000 .

La justice restitue des objets d'art au fils aîné de Ceausescu

La Cour d'appel de Bucarest a décidé de restituer plusieurs centaines d'objets d'art au fils aîné de l'ancien dictateur Nicolae Ceausescu, Valentin, saisis en décembre 1989, aussitôt après la chute du régime communiste en Roumanie. Selon cette décision, le Musée national d'Art doit rendre à Valentin Ceausescu des tableaux, des objets en porcelaine ainsi que divers autres objets d'art, évalués à plus de 50.000 . La demande du fils aîné de Ceausescu de récupérer ces objets, confisqués par le nouveau pouvoir installé à Bucarest en décembre 1989, avait été rejetée en première instance par le tribunal de Bucarest.

Le Musée d'art, auquel ces objets avaient été attribués, peut toutefois faire appel de cette décision devant la Cour suprême de justice. La soeur de Valentin, Zoia, avait pour sa part récupéré il y a deux ans, par décision de justice, des tableaux, des livres rares et des bijoux, confisqués fin 1989. Une liste des objets revendiqués par les héritiers des Ceausescu, dressée en 1998, faisait état d'une cinquantaine de toiles signées par de grands peintres roumains tels Nicolae Tonitza, Gheorghe Petrascu ou Theodor Pallady, de gravures de Goya, ainsi que de quelque 350 livres de valeur et objets d'art divers. Les autorités avaient affirmé à l'époque que Zoia et Valentin ne disposaient d'aucun document attestant qu'ils étaient les propriétaires légaux de ces biens.

Les trois enfants de Nicolae et d'Elena Ceausescu avaient été arrêtés fin 1989 et accusés d'avoir «sapé l'économie nationale». Tandis que Zoia et Valentin furent innocentés en 1996, pour «manque de preuves», leur frère cadet Nicu, longtemps pressenti comme le successeur de Ceausescu, avait été condamné en 1990 à 20 ans de prison pour son rôle dans la répression du soulèvement anti-communiste, avant que sa peine soit ramenée à 16 puis à 5 ans en appel. Il est mort des suites d'une cirrhose en 1996. Nicolae et Elena Ceausescu ont été fusillés le 25 décembre 1989 à l'issue d'un procès sommaire.

Des groupes américains veulent moderniser les infrastructures roumaines

Plusieurs sociétés américaines, dont Bechtel, General Motors et Washington Investment Group, «sont prêtes à s'impliquer dans des projets d'infrastructure en Roumanie» dont les coûts pourraient s'élever à 4 milliards de dollars, a affirmé le ministre des Transports, Miron Mitrea.

«La compagnie Bechtel construira notamment une autoroute, entre Brasov (centre) et Bors (nord-ouest)», a déclaré M. Mitrea, qui a reçu lundi le Secrétaire adjoint américain au commerce, Samuel Bodman. Des experts de la compagnie américaine se trouvent depuis plusieurs semaines en Roumanie afin de réaliser une évaluation des travaux requis, qui pourraient commencer en 2004.

La Roumanie compte actuellement une seule autoroute, reliant Bucarest à Pitesti (sud), longue de 110 km. Washington Investment Group est pour sa part prêt à participer à des projets d'infrastructure d'un montant allant jusqu'à 3 milliards de dollars, aux termes d'une déclaration d'intentions a précisé M. Mitrea.

Le constructeur General Motors, dont les responsables accompagnent M. Bodman à Bucarest, a également annoncé vouloir financer à hauteur de 100 millions de dollars la modernisation de 57 locomotives. M. Bodman a, pour sa part souligné que les entreprises américaines exigeaient «plus de transparence dans le milieu des affaires» afin de s'implanter dans ce pays.

Selon des statistiques officielles, les investissements américains en Roumanie s'élèvent à 689 millions de dollars.

Roumanie: deux anciens membres de la Securitate condamnés

Deux responsables de la police de l'ancien dictateur roumain Nicolae Ceausescu ont été condamnés à 11 ans de prison chacun. La Cour d'appel de Bucarest les a reconnus coupables du meurtre d'un ancien dissident anti-communiste en 1985. Le chef de la Direction d'enquêtes pénales, Tudor Stanica, ainsi que l'adjoint du directeur de la prison de l'ancienne police communiste, Mihail Creanga, étaient accusés de meurtre extrêmement grave. Ils avaient incité un détenu à rouer de coups Gheorghe Ursu, qui se trouvait en prison en raison de ses convictions anti-communistes. Cet ingénieur avait été arrêté

le 21 septembre 1985 pour avoir critiqué dans son journal les responsables de l'ancien Parti communiste (PCR). Il avait été poursuivi par la Securitate, l'ancienne police politique, à partir de 1984 après que les autorités eurent intercepté sa correspondance avec plusieurs immigrants roumains. Aux termes du réquisitoire, les officiers Stanica et Creanga avaient délibérément ordonné l'isolement de Gheorghe Ursu dans une cellule partagée avec un détenu dangereux de droit commun, Marian Clita. Ce dernier avait obéi aux ordres des deux officiers de tuer le dissident par des coups violents. Marian Clita avait été condamné, après la chute du communisme, en 1990 à 20 ans de prison. Il a été libéré après avoir purgé la moitié de la peine, en 1999, comme le prévoit le code pénal roumain. Le pouvoir communiste de l'époque avait passé sous silence le décès de Gheorghe Ursu qui, selon les communiqués officiels, avait été trouvé mort dans sa cellule, à cause d'une péritonite.

La réforme de la justice et l'agriculture, prioritaires pour Bucarest

La réforme de la justice et l'agriculture sont les dossiers prioritaires pour la Roumanie dans le processus d'adhésion à l'Union Européenne, a déclaré le président roumain, Ion Iliescu. «La Roumanie a besoin d'une justice indépendante et incorruptible afin de faire face aux exigences de l'Union européenne», a précisé le chef de l'Etat roumain, lors d'une conférence de presse.

La Commission européenne a critiqué à plusieurs reprises Bucarest pour ingérence du pouvoir politique dans la justice et demandé aux autorités roumaines d'harmoniser la législation avec celle de l'UE.

«La révision de la constitution qui sera approuvée par le Parlement cet automne devrait entériner l'indépendance de la justice», a déclaré M. Iliescu. Le nouveau projet de révision constitutionnelle consacre notamment le principe de séparation et d'équilibre des pouvoirs de l'Etat, le juge devenant la seule autorité compétente pour émettre un mandat d'arrêt contre une personne.

Le chef de l'Etat roumain a également insisté sur la nécessité de réformes rapides dans le secteur agricole, un dossier délicat pour l'adhésion de ce pays à l'UE. La Roumanie compte plus de 44% de la population active dans le secteur agricole.

Bucarest a jusqu'ici clôturé 19 des 31 chapitres de négociations que chaque pays candidat doit conclure pour terminer le cycle des pourparlers d'adhésion. Faute de remplir tous les critères demandés pour intégrer l'Union, l'adhésion de la Roumanie et de la Bulgarie a été dissociée de celle des dix autres pays qui rejoindront l'UE en mai 2004.

NOUVELLES DE ROUMANIE

Les bonnes adresses d'OVR-CH en Roumanie

Suite à l'appel lancé pour connaître des possibilités d'accueil dans les villages parrainés ou dans d'autres régions, éventuellement aux étapes, quelques membres nous ont donné des adresses qu'ils souhaitent recommander. Un descriptif de ces hébergements, auquel nous en ajouterons volontiers d'autres à nous communiquer, se trouve en annexe.

Quelques infos routières

Etat constaté à mi-juillet et communiqué par OVR-I.

Allemagne : Plusieurs tronçons de travaux sur la A1 et la A3.

Autriche : quelques ralentissements travaux : Attention aux radars fixes, ils sont bien présents au début des travaux en cours sur la M1 entre la frontière et Budapest (plusieurs tronçons dans les deux sens).

Budapest : Travaux sur la M1 (dans les deux sens). Un tronçon entre la sortie de la M3 et Solznok (1km). Pour le reste aucun problème vers Bors.

Route Oradea-Cluj-Napoca : Importants travaux entre Huedin et Cluj actuellement (donc à éviter).
Route 15 Apathia - Reghin : Judet de Cluj : Impeccable, dans les autres judets des «nids de poules» + deux secteurs de travaux (+/- 500 mètres). Idem Reghin - Toplisa - Gheorgheni : nids de poules sur de nombreux tronçons. Gorges de Bicaz : à éviter : route fortement dégradée dans les gorges, l'asphalte a disparu par endroits.

Route Bucarest-Suceava : HYPER DANGEREUSE en parfait état, mais de nombreux radars. (dont un en permanence à l'entrée d'Horia et/ou à la sortie de Roman vers Suceava).

Deux types de *gasoil* : Motorina normal à +/- 22.000 lei et Gasoil forte à +/- 19500 lei (aucune différence apparemment).

Duty free shop très intéressant au retour à Bors (entre la douane roumaine et la douane hongroise).

Taux de change au 14 juillet

1	=	37'017 lei
1CHF	=	23'801 lei
1\$	=	32'844 lei

Codes postaux en Roumanie

De nouveaux codes postaux ont été mis en service. Un exemplaire du volume 1 qui répertorie les villages se trouve au Secrétariat qui vous communiquera volontiers les NP qui vous intéressent. Avec un peu de patience, vous pouvez aussi consulter – pour les villes notamment – www.posta-romana.ro.

La Gazette d'Agathe

Notre éditorial est tiré de la Gazette d'Agathe, le périodique d'information de la SCRL Tr@me, une société de conseil et d'expertise créée par Daniel Wathelet et Xavier Delmon. Permanents à OVR-I pendant plus de dix ans, ils ont notamment contribué à la création du Retea Turistica d'OVR. Tr@me propose des services aux communes, associations, institutions, indépendants, agriculteurs, etc., entre autres,

- pour réaliser un diagnostic de territoire ou une étude de faisabilité préalable à l'action, en s'appuyant sur une démarche de participation citoyenne
- pour réaliser un programme de développement rural
- pour rechercher des financements et monter les dossiers de soumission
- pour assurer avec l'initiateur du projet le suivi des réalisations, ainsi que leur évaluation.

(Information : royen.cecile@tiscali.be)

Matériel recherché

Pour répondre à la demande d'un maire engagé et d'un trio de petits paysans regroupés, le matériel suivant est recherché :

Skilift – dammeuse - excavatrice (petit modèle) – papillon pour aérer le foin – petite arracheuse de pommes de terre.

Informations : Danièle Ernst, tél./fax 022 369 11 08

Guide touristique Retea Turistica Au pays des villages roumains

Nouvelle mise à jour

(complète celle publiée dans Le Réseau N° 19)

Pucareni : Nouvel e-mail : adjro@artelecom.net

Craciunest : p. 41 : situation : En venant de Baia Mare, à Sighetu Marmatiei, prendre la direction de Moisei sur 5 km. **Attention**, l'e-mail ne semble pas fonctionner, téléphonez.

martinebovon@bluewin.ch

VISA SUISSE

Dépôt du dossier: lundi-vendredi, 08.³⁰ - 11.⁰⁰
Retrait des passeports: le lendemain à 11.30

Visa de visite

Documents nécessaires:

- ☐ **Passeport** valable (au moins encore 3 mois après l'échéance du visa)
- ☐ **Demande de visa** (formulaire obtenu à l'Ambassade)
- ☐ **Photo-passeport** récente en couleur
- ☐ **Billet** d'avion, de train ou de bus aller-retour, à la rigueur une attestation de réservation. En cas de voyage en voiture: carte verte (certificat d'assurance internationale).
- ☐ **Invitation** provenant de la Suisse (en langue allemande, française, italienne ou anglaise) contenant les indications suivantes:
 - a) Données personnelles y compris adresse de la (des) personne(s) invitée(s)
 - b) Dates et durée du séjour en Suisse
 - c) Degré de parenté ou autre lien avec l'(les) invité(s)
 - d) Nom, prénom, adresse et nationalité de l'hôte suisse (si étranger, indiquer la catégorie du permis de séjour)
 - e) engagement de l'hôte à subvenir à tous les frais d'entretien et de rapatriement éventuel
 - f) lieu, date et signature
- ☐ Document prouvant la solvabilité de l'hôte suisse (fiche de salaire/extrait bancaire)
- ☐ Copie du passeport suisse ou permis de résidence en Suisse de l'hôte

L'hôte peut faxer ces documents à l'Ambassade au No 0040 1 210 03 24.

- ☐ Pour un séjour d'un mois ou plus: une attestation de l'employeur assurant le retour au poste de travail.

Cette Ambassade peut faire dépendre l'octroi du visa de la présentation d'une déclaration de garantie formelle.

Cette Ambassade se réserve également le droit de demander à tout moment des documents supplémentaires.

Emoluments de visa: CHF 40.- à payer en ROL

Intertravel



Nouveau plan de vol depuis Zürich et Genève

du 14JUN03 au 23AUG03

Jusqu'à nouvel avis, SWISS maintient la liaison pour Bucarest.

Départ de Genève 08h05, Zürich 09h45, arr. Bucarest à 13h00,

Départ Bucarest 13h40, arr. Zürich à 15h05 et Genève à 17h00

Prix aller/retour CHF 579.-- + Taxes, Classe V uniquement

Min. 3 nuits, max. 14 jours.

Les prix indiqués pour les diverses destinations sont seulement valables après notre confirmation.

Dès maintenant vous pouvez consulter vos plans de vol (durée du trajet, stop-over, temps de transit, type d'avion, prévisions du temps, etc.) pour n'importe quelle destination, réservés par Intertravel, sur le site

["www.mytripandmore.com"](http://www.mytripandmore.com)

en ajoutant votre nom et le code PNR qui vous est fourni avec la facture.

Alaska - Trans Arctique Cercle avec la Russie, Italie et Croatie ont été ajoutés à notre programme de voyage et vous trouvez ces indications sur notre site ["www.intertravel.org"](http://www.intertravel.org) ainsi que nos offres "Last Minute".

Tous les autres services sont assurés comme par le passe.

Meilleures salutations

H. Pfleger

Sion, 31.07.03

Intertravel, Rue de la Jonction 15, CH-1950 Sion

<http://www.intertravel.org>

Tél. +41/027 323 49 40, fax +41/027 323 49 41e-mail, intertravel@netplus.ch

For judiciaire : Sion

IATA No. 96-2 9325 6